

Ce qui a changé au 1er janvier



Ce qui a changé au 1er janvier

Ce qui change au 1er janvier 2022

Au dernier coup de minuit le 31 décembre 2021, un certain nombre de décisions administratives ou gouvernementales sont entrées en vigueur et marqueront la nouvelle année 2022. Petites modifications ou grands bouleversements, elles toucheront la santé, notre porte-monnaie, l'organisation sociétale, l'environnement, avec plus ou moins d'effets sur notre quotidien et nos choix de consommateurs..

FINANCE

REVALORISATION DU SMIC

Pour faire face à l'accélération de l'inflation en 2021 (2,8% en un an) le Smic va connaître une revalorisation de 0,9% au 1er janvier 2022, passant à 1603 euros brut pour 35 heures travaillées chaque semaine. Le salaire net sera de 1.269 euros, soit une augmentation de 38 euros pour le salarié. Le taux horaire sera de 10,57 euros.

LES RETRAITES

les pensions de retraite seront également revalorisées de 1,1% pour faire face à l'inflation. Selon le site gouvernemental service-public, cette revalorisation touchera «toutes les retraites de base à l'exception de celles des avocats. Elle s'appliquera aux pensions des retraités du secteur privé, de la fonction publique, des régimes spéciaux et des indépendants.»

TITRE OU PRIME MOBILITE

Sur le modèle du ticket restaurant la mise en place le titre mobilité va permettre au salarié de payer certains frais liés à ses déplacements domicile-travail. Pris en charge par l'employeur il fera partie du forfait mobilité durable couvrant des frais de déplacements effectués via des modes alternatifs à la voiture individuelle. Sans cotisations, ni impôts, jusqu'à 600 euros par an.

PASS CULTURE

A compter du 1er janvier, le Pass culture est étendu aux jeunes âgés de 15 à 17 ans. Il permet d'accéder à un crédit de 20 euros pour ceux âgés de 15 ans et de 30 euros pour les jeunes âgés de 16 et 17 ans. Pour en profiter il suffit d'activer son Pass, en se rendant sur l'application dédiée, et remplissez le dossier d'inscription. <https://pass.culture.fr/>. Vous pourrez régler des offres diverses : places de cinémas, expositions, services de streaming, etc.

AIDE POUR LE BAFA

Une aide exceptionnelle de 200 € est versée sous condition pour passer le Bafa. Environ 20 000 jeunes pourront en bénéficier pour financer en partie leur formation aux métiers de l'animation, dont le coût avoisine les 900 €.

TAXE D'HABITATION

Après un premier dégrèvement de 30%, les contribuables aisés, encore soumis à la taxe d'habitation sur leur résidence principale, vont bénéficier d'une réduction de leur impôt local de 65% en 2022. La disparition définitive de la taxe d'habitation est programmée en 2023. Attention, vous resterez redevable de cet impôt au-delà de 2023 si vous êtes propriétaire d'une résidence secondaire.

TAXES FONCIERE

Elle varie d'une ville à l'autre mais selon l'INSEE, elle devrait connaître une forte augmentation en 2022 de l'ordre de 3,4% en moyenne

IMPOTS

Comme chaque année, le barème de l'impôt sur le revenu est rehaussé pour compenser l'inflation. Pour 2022, dans le cadre de la loi de finances, il sera augmenté de 1,4 %. Pour un célibataire, l'entrée dans l'impôt sur le revenu se fera donc à partir de 10.225 euros déclarés contre 10.084 euros l'an passé. Le barème complet de l'impôt sur le revenu qui va s'appliquer en 2022, selon le projet de loi de finances, présenté à la mi-septembre : En dessous de 10 225 euros de revenu imposable : 0% - Entre 10 225 euros et 26 070 euros de revenu imposable : 11% - Entre 26 070 euros et 74 545 euros de revenu imposable : 30% - Entre 74 545 euros et 160 336 euros de revenu imposable : 41% - Au-delà de 160 336 euros de revenu imposable : 45%

EMPLOI A DOMICILE

Emploi à domicile : Le crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile sera désormais versé tous les mois.

DON AUX ASSOCIATIONS

Le relèvement du plafond de l'avantage fiscal à 750 euros pour les dons aux associations aidant les personnes en difficulté a été prorogé, jusqu'au 31 décembre 2023 ! La réduction d'impôt dite Coluche permet de bénéficier d'un avantage fiscal de 75% dans la limite de 552 euros. Durant la crise, le plafond avait été rehaussé à 1 000 euros. Cette même limite est conservée pendant deux ans encore. La réduction d'impôt maximale s'élève donc à 750 euros.

EPARGNE

le taux des livrets réglementés devrait être revu à la hausse. le taux du livret A est bloqué à 0,5% depuis le 1er février 2020. Le taux du livret A et du LDD pourrait passer entre 0,6% et 0,8%. La mesure à l'initiative du gouvernement pourrait attendre encore quelques semaines..

PEAGES D'AUTOROUTE

Les tarifs des principaux réseaux autoroutiers devraient s'accroître de 2% en moyenne au 1er février 2022. Le réseau Autoroutes du Sud de la France devrait augmenter ses tarifs de 2,19%. L'APRR (Autoroutes Paris-Rhin-Rhône), lui, devrait rehausser ses tarifs à hauteur de 2,05%.

AFFRANCHISSEMENT POSTAL

Les tarifs postaux sont rehaussés, une fois encore.. Le Timbre rouge (lettre prioritaire) passe à 1,43 € - Le Timbre vert à 1,16 euro - La Lettre suivie à 1,66 euro - L'Ecopli à 1,14 euro - La lettre recommandée à 4,55 euros

UNE NOUVELLE PIÈCE DE 2 EUROS

A l'occasion de la présidence de la France et pour fêter les 20 ans de l'Euro, une nouvelle pièce de 2 euros va être mise en circulation. Un olivier et un chêne y seront gravés . Des pièces de 1 euro à collectionner frappées des mêmes symboles seront mises en circulation en nombre beaucoup plus restreint.

VIE PRATIQUE ENVIRONNEMENT

GARANTIES ET SAV

La garantie légale de conformité pour les produits achetés d'occasion est allongée de 6 mois. Désormais, un défaut de conformité apparu dans les 12 mois sur un produit de seconde main est présumé exister au moment de l'achat, sauf preuve contraire.

Une extension de 6 mois est également appliquée à la garantie légale de conformité pour un appareil réparé dans le cadre de la garantie légale de conformité. Si un appareil électroménager neuf tombe en panne pendant sa durée de garantie de deux ans et qu'il est réparé, la garantie sera étendue automatiquement de six mois.

INTERDICTION DE DETRUIRE LES INVENDUS

Produits électriques, électroniques, piles, textiles, meubles, produits d'hygiène... A partir du 1er janvier 2022, les invendus non alimentaires ne pourront plus être détruits par incinération en France. Selon le ministère de la Transition écologique, cette mesure de la loi antigaspillage vise à obliger les producteurs, les importateurs et les distributeurs à réemployer ou recycler les produits non alimentaires invendus. L'objectif? Réduire le gaspillage et les émissions de gaz à effet de serre.

REPRISE D' ARTICLES USAGES

Les magasins ont désormais l'obligation de reprendre à leurs clients les meubles usagés, produits dangereux vides ou pleins (peintures, colles et produits de nettoyage avec des substances à risques) et cartouches de gaz combustibles.

RESTRICTION DE L 'USAGE DES PLASTIQUES

Fin des emballages en plastique autour de certains fruits et légumes non transformés, l'interdiction des jouets en plastique offerts dans les menus pour enfants, l'interdiction des emballages en plastique pour la livraison des journaux, magazines et publicités ou encore la fin des achats par l'État de produits en plastique à usage unique pour utilisation sur les lieux de travail ou lors des événements qu'il organise.

AUTOMOBILES BONUS ET MALUS CO2

Au 1er janvier 2022, le malus CO2 s'appliquera à partir de 128 g/km, au lieu de 133 g/km auparavant. Le montant maximal va également passer de 30.000 à 40.000 €. Le malus sera cependant bloqué à 50% du prix d'achat du véhicule. Aussi, un nouveau malus au poids entre en vigueur dès le 1er janvier. S'il impacte les modèles de plus de 1.800 kg , les hybrides rechargeables et les électriques restent épargnés. Comptez 10 € par kilo en trop avec des abattements pour les familles nombreuses. Les malus CO2 et au poids peuvent se cumuler, mais ne peuvent pas dépasser le seuil maximal de 40.000 €.

BIEN ETRE ANIMAL

La France devient, avec l'Allemagne, le premier pays à interdire le broyage et le gazage des poussins mâles. Pour éliminer les poussins mâles, ne sera autorisée que la technique dite du sexage in ovo, qui permet de déterminer le sexe de l'animal à l'intérieur même de l'oeuf.

Il est désormais interdit de castrer les porcelets sans anesthésie, mais les éleveurs pourront continuer à pratiquer cette opération à condition que leurs acheteurs l'exigent et s'ils respectent un protocole spécifique. La castration peut être "réalisée soit par castration chirurgicale avec anesthésie et analgésie", option privilégiée par les professionnels, "soit par immunocastration" (injection d'un vaccin pour arrêter la production de stéroïdes). Cette pratique concerne encore la grande majorité des élevages français et près de 10 millions de porcelets par an.

SANTE

CONTRACEPTION

Déjà gratuite pour les mineures, la contraception sera désormais entièrement prise en charge par l'Assurance maladie pour les jeunes femmes jusqu'à 25 ans. Trois millions de bénéficiaires se trouvent potentiellement concernées. Le dispositif, qui vise à lutter contre un "recul" de la contraception, coûtera 21 millions d'euros annuels.

FORFAIT "URGENCES"

Le passage par les services d'urgences hospitaliers sera frappé d'un forfait de 19,61 € si celui-ci n'est pas suivi d'une hospitalisation. Son montant sera « minoré » à 8,51 € pour les patients ALD (malades chroniques) les femmes enceintes en seront exonérées dès le 6eme mois de grossesse . Ce forfait sera pris en charge par les complémentaires santé.

BREXIT

Entrée en vigueur du titre de séjour obligatoire pour les ressortissants britanniques en France